



RAPPORT D'ACTIVITE 2025

Assemblée générale ordinaire du 29 juin 2026

INTRODUCTION

Après une année 2024 marquée par de profonds bouleversements tant sur le plan national que mondial, nous pouvions espérer que 2025 serait une année durant laquelle nous retrouverions un semblant d'équilibre politique, social et économique. Il n'en est rien et la situation du monde comme de notre pays est encore faite de soubresauts, d'incohérences, de conflits de plus en plus forts et fréquents sur tous les continents, entraînant des conséquences sur la vie de chacun et des incertitudes pour un « avenir radieux ». Durant cette année, se sont succédés deux premiers ministres (François Bayrou en perte totale de crédibilité et Sébastien Lecornu, nommé deux fois car il eut un premier passage éphémère mouvementé). Avoir trois chefs de gouvernement en un an est, à tout le moins, un signe d'instabilité.

2025 est à considérer comme une année charnière pour la France, marquée par des défis interconnectés qui demandent des changements : restaurer la confiance politique et sociale, réduire les inégalités, réformer l'éducation, relancer une économie fragilisée, rétablir notre socle de solidarité. La capacité à concilier justice sociale, innovation et stabilité sera sans doute, pour l'année à venir, déterminante pour l'avenir du pays.

Au plan international et européen, la France doit naviguer dans un contexte géopolitique complexe, dans lequel les puissances moyennes (Inde, Turquie, Arabie saoudite, Maroc) ont une influence plus forte, les tensions au Moyen-Orient comme à l'est de l'Europe (Iran et Ukraine) pèsent lourdement sur les orientations des pays européens et les tensions avec la Chine et les États-Unis (sous l'administration Trump) ont des conséquences sur le plan économique, social, politique, sécuritaire pour la France et l'Union européenne, tout cela fragilisant les institutions internationales (ONU, OMC). La réélection de Donald Trump aux États-Unis s'inscrit dans une logique mercantiliste et non plus politique, qui fragilise encore plus l'Europe à un moment de crise existentielle.

Sur le plan national, les Français affichent un niveau inédit de pessimisme face à la situation politique et sociale, avec une forte inquiétude pour le pouvoir d'achat, le système social, la délinquance et l'immigration. Les gouvernements successifs ont à faire face à des défis majeurs pour lesquels les réformes proposées ne satisfont pas une grande partie des citoyens, conduisant soit à un refus des orientations proposées, soit à un abandon progressif de l'engagement, avec un risque de crise politique, économique et sociale sous-jacent, dû à l'impression d'un accroissement des inégalités entre des catégories de populations. La population perçoit une déconnexion croissante entre la classe politique et ses préoccupations quotidiennes, ainsi qu'une incapacité à proposer un projet collectif pour l'avenir. L'économie

française reste sous pression, avec une croissance atone et des inquiétudes sur la dette publique, le désendettement, et la compétitivité.

Le CIRIEC-France, dont les activités sont orientées vers le service de l'intérêt général et collectif, prend en compte cette situation et fait des propositions en direction de l'économie sociale et solidaire et de l'économie publique. Le contexte actuel nécessite en effet que les deux piliers de notre activité historique puissent se développer pour engager des réflexions et des travaux prenant en compte chacun de ces champs économiques et leur capacité à œuvrer ensemble.

2025 fut, pour l'économie sociale et solidaire, une année contrastée, entre une reconnaissance plus forte de cette forme d'économie, tant sur le plan international (adoption de la résolution des Nations unies sur « La promotion de l'économie sociale et solidaire au service du développement durable »,) que national (après la loi de 2014, l'ESS est reconnue comme structurante en matière économique), et un soutien de plus en plus remis en question (structurel comme financier), en particulier par la perte de nombreux partenariats avec l'Europe ou les pouvoirs publics.

L'Économie sociale et solidaire en France est reconnue comme un modèle d'avenir, capable de répondre aux crises sociales, écologiques et économiques. Dans le même temps, le budget 2025 a été jugé « mortifère » par les acteurs de l'ESS, avec une baisse de près de 25% des crédits publics qui lui sont alloués. La diminution des financements publics entraîne également une baisse des fonds privés (mécénat, dons), aggravant la précarité des associations et des coopératives. On déplorera que l'ESS ne bénéficie que de 7% des aides publiques aux entreprises, alors qu'elle contribue à hauteur de 10% du PIB. Les acteurs dénoncent un « mépris généralisé » et un déséquilibre flagrant entre les ambitions affichées et les moyens accordés.

Le gouvernement a lancé en 2025 une « stratégie nationale pour l'ESS », avec trois axes prioritaires : simplifier les démarches, protéger les acteurs (via une cellule de veille sur les défaillances), et accompagner leur développement. Cependant, cette stratégie, initialement prévue pour fin 2025, a été reportée à mars 2026 en raison de blocages politiques et budgétaires.

L'économie publique (dont les entreprises publiques) fut confrontée en 2025 à de fortes tensions structurelles et conjoncturelles, en raison d'une croissance atone, d'une dette publique record, et de défis majeurs en matière de finances publiques et de politique économique (Impact des droits de douane américains, faiblesse de la demande intérieure, effet des politiques d'austérité). Les mesures d'austérité (gel des retraites, baisse des remboursements santé) alimentent le mécontentement, dans un contexte où le pouvoir d'achat est déjà fragilisé par l'inflation résiduelle. L'investissement public est en berne : les dépenses d'investissement (éducation, transition écologique, infrastructures) sont sacrifiées au profit de la réduction du déficit ; la formation professionnelle et les dispositifs d'insertion voient leurs budgets réduits, avec le risque d'aggraver le chômage. L'économie publique française en 2025 est ainsi prisonnière d'un cercle vicieux : une faible croissance qui conduit à un déficit élevé, entraînant des politiques d'austérité et, en conséquence, un affaiblissement de la demande qui provoque une croissance encore plus faible et des effets négatifs sur le financement de la protection sociale collective.

Ces différents points nous conduisent à nous inquiéter du devenir de l'économie collective dans un contexte où les valeurs qui animent les acteurs de l'économie publique comme de l'économie sociale sont confrontées à une vision différente du développement de nos sociétés. La marchandisation à outrance, notamment de ce qui relève du bien commun, et y compris dans les manières de gouverner, conduit à un risque pour la cohésion sociale et l'intérêt général.

I. Les activités du CIRIEC-France en 2025

a. Les travaux de recherche et d'information

La vocation du CIRIEC-France est de permettre à des chercheurs et universitaires, des acteurs des entreprises privées et de l'économie sociale comme de entreprises publiques, des syndicalistes, de mener à bien des recherches, des études, des contributions, ensemble, sur des sujets touchant à leurs secteurs particuliers d'intervention, mais aussi à des questions qui concernent l'intérêt général, l'intervention collective ou l'utilité sociale,

Sur l'année 2025, le CIRIEC-France a poursuivi la parution de sa lettre mensuelle qui s'est étoffée par des contributions nouvelles et des rubriques d'actualité, mais est aussi intervenu dans deux directions :

- La poursuite de la Collection économie collective et territoires
- Les travaux du Conseil d'Orientation

1. Collection « économie collective et territoires » :

La parution de cette collection est importante car elle reflète le cœur de l'intervention du CIRIEC-France en permettant des réflexions communes sur la place de l'économie collective dans les territoires. Notre objectif, affiché dès le démarrage de cette collection, est de faire paraître à ce jour 9 ouvrages sur les thématiques territoriales importantes pour le développement de l'économie collective et du lien social. Pour compléter les ouvrages déjà parus, ce sont deux nouveaux opuscules qui doivent être prochainement publiés.

En 2025, le Thème 8 portait sur « Des mobilités responsables et solidaires ».

Cet ouvrage vient s'ajouter aux 7 précédents : Santé en 2022, Finances en janvier 2023, Eau et énergie en avril 2023, Logement en mai 2023, Travail emploi en septembre 2023, Éducation en mars 2024 et le Care en octobre 2024. Le dernier à paraître en 2026 portera sur : Bénévolat et Engagement.

2. Galilée-sp : ouvrage sur les « Lumières »

Le collectif Galilée.sp, dans la poursuite de ses travaux sur les politiques publiques, en particulier Philosophie politique de l'État contemporain (2015), Où va la Fonction publique (2016), Pour une nouvelle philosophie de l'action publique (2018), s'est engagé dans une réflexion de fond sur la question des « Lumières », suite au constat fait par ses membres, sur un monde où chaque jour les valeurs essentielles des Lumières, qui avaient pourtant vaillamment triomphé, notamment, de l'Ancien régime, de la Restauration et des régimes totalitaires de la première partie du XXème siècle, sont remises maintenant directement en cause ou vacillent.

Cet ouvrage écrit par plusieurs contributeurs tente d'apporter un éclairage sur ce que furent les Lumières », comment de nouveaux paradigmes remettent en cause les équilibres, quels nouveaux combats contre les intégrismes peuvent être engagés, ... pour « esquisser quelques lignes directrices permettant d'espérer retrouver ces valeurs pour faire utilement face aux défis d'aujourd'hui ». Le livre devrait trouver son aboutissement au premier semestre 2026.

3. La Lettre mensuelle du CIRIEC-France

Depuis 2008, le CIRIEC-France édite une lettre mensuelle qui présente ses activités mais également tout ce qui touche à l'environnement de celui-ci, tant au plan national qu'international (en lien avec le CIRIEC International).

Elle se veut une source d'informations sur l'économie sociale comme sur l'économie publique, à la fois sur les manifestations, les partenariats engagés, les parutions, les rencontres, les évènements,

Mais elle est aussi un lieu d'expression pour tous les acteurs de l'économie sociale et de l'économie publique. Chacun des membres du CIRIEC mais également tout autre contributeur peut apporter sa contribution ou ses propositions sur les différents domaines qui l'intéresse. Chacun peut s'y exprimer librement sur le contexte, la place de l'économie (dont l'économie sociale et l'économie publique), les orientations nouvelles et les inquiétudes éventuelles.

Cette Lettre est diffusée tous les mois à environ 2300 contacts. Elle est placée sous la responsabilité de Marcel Caballero, directeur de la rédaction et Alain Arnaud, responsable légal de la publication. Elle est reprise en tout ou partie par un certain nombre d'autres sites, ce qui permet une diffusion très large des contributions.

4. Les travaux du conseil d'orientation

Le conseil d'orientation, regroupant 19 membres chercheurs et universitaires, acteurs de l'économie publique et de l'économie sociale, poursuit son activité qui permet de faire des propositions au conseil d'administration du CIRIEC-France sur les modèles économiques qui servent l'intérêt collectif (ESS, économie publique).

Pour 2025, le conseil d'orientation s'est réuni 3 fois (31 janvier, 06 juin, 25 novembre) et a mené une réflexion pour un ensemble de propositions :

- Participation à la 10ème conférence de recherche sur l'économie sociale du CIRIEC International et du GSEF (forum mondial de l'ESS) à Bordeaux et synergies GSEF/CIRIEC
- Valorisation de la visibilité du CIRIEC-France et discussion sur les travaux de Thierry Pauchant autour de l'ouvrage sur Adam Smith et Condorcet
- Propositions de groupes de travail, d'événements futurs et de collaborations transversales
 - o Groupe de travail sur l'histoire des idées
 - o Colloque du CIRIEC France sur la collaboration entre État, ESS, entreprises et élus locaux
 - o Transversalité économie publique/économie sociale

b. Les évènements

1. Nationaux

Le CIRIEC-France a organisé trois journées ou conférences durant l'année 2025 :

28 Mars : Journée d'études « coopératives de Service public »

A partir des travaux de recherche de Thomas Perroud, un groupe de travail transversal a été organisé par le CIRIEC-France et la Chaire TerrESS avec le soutien du CIRIEC International, et coordonné par Thomas Perroud et Timothée Duverger. Ce groupe de travail visait plusieurs objectifs : faire un retour historique sur la place des services collectifs dans les premières coopératives ; expliquer l'indifférence de la pensée coopérative du XIXe siècle pour l'action publique ; essayer de déterrer les pratiques existantes de la coopérative dans différents champs de l'action publique ; réfléchir aux modèles utilisés et à la façon dont chaque modèle concilie commercialité et démocratie ; étudier dans certains secteurs les règles de gouvernance de certaines coopératives de service public ayant réussi afin de dégager des modèles.

Suite à ces travaux, ce groupe de travail a été repris dans le cadre des travaux du conseil scientifique international du CIRIEC international.

16 juin : Colloque « bien vieillir en France »

Ce colloque s'est déroulé au CESE et a permis, avec un ensemble d'experts, de traiter des aspects essentiels du bien vieillir : la place des seniors dans la société, la prévention et le maintien en bonne santé, la maltraitance, l'habitat, la mobilité et l'accessibilité.

Le CIRIEC envisageait d'éditer un ouvrage portant sur cette question, mais la difficulté de disponibilité de plusieurs participants pour un travail au long cours n'a pas permis de produire des écrits. Il est, cependant, envisageable de reprendre cette question qui reste un axe de développement des activités du CIRIEC-France.

28 novembre : Table ronde sur « protection de l'enfance »

Lors des Journées de l'Économie Autrement (JEA), le CIRIEC-France s'est engagé dans un partenariat avec Alternatives Économiques pour l'organisation d'une table ronde regroupant plusieurs experts sur la question de la protection de l'enfance.

Cette table ronde fut un succès et a permis d'échanger avec un public nombreux, particulièrement des professionnels de l'enfance en formation. Elle a permis de dégager des pistes pour l'avenir, mais surtout de constater que ce sujet devait être plus élargi et qu'il convenait de traiter de la question des politiques de l'enfance. C'est probablement le sujet que le CIRIEC abordera lors des JEA 2026.

Le CIRIEC-France a également été présent à l'occasion de plusieurs manifestations :

18 au 20 juin : Congrès de la Fédération Nationale de la Mutualité Française à Agen

25 et 26 juin : Assemblée Générale du groupe AEMA à Bordeaux

22 septembre : Journée de rentrée d'ESS France

29 octobre : Conseil Scientifique du GSEF Bordeaux

2. Internationaux

Les activités du CIRIEC-France et du CIRIEC international amènent à rencontrer un ensemble d'organisations internationales pour mener à bien des politiques communes en matière d'économie sociale ou d'économie publique.

Durant cette année, nous avons participé à trois manifestations importantes. Au cours de ces manifestations, le CIRIEC-France intervient pour faire valoir les expériences, les réflexions, les contributions des acteurs et des membres de l'économie collective en France, en particulier -et parce que c'est notre particularité- en explicitant et démontrant la complémentarité entre économie publique et économie sociale.

15 janvier : Les 12èmes Rencontres du Mont-Blanc organisées par ESS Forum International (ESSFI)

Ces Rencontres avaient pour thématique : "Construire un avenir durable et souverain avec l'économie sociale et solidaire (ESS)". Elles ont réuni une centaine de personnes au siège du Bureau International du Travail à Genève. Alain Coheur, président d'ESSFI a en ouverture de ces RMB2026 livré un véritable plaidoyer en faveur de la diplomatie de l'ESS. Celle-ci constitue un outil d'influence et de rayonnement international, en promouvant des valeurs de solidarité, de démocratie économique et de durabilité et qui participe à redéfinir les normes du développement et du commerce international.

Des annonces importantes ont été faites comme la création d'un Prix international de l'ESS, dès 2027, à travers un nouveau fonds de dotation indépendant et international créé et présidé par Thierry Jeantet (président d'honneur d'ESSFI et membre du conseil d'administration du GSEF).

Les 4 tables rondes ont mis le modèle de l'ESS au cœur des enjeux multilatéraux avec des témoignages internationaux venant de la société civile, de syndicats, de responsables politiques, de dirigeants de l'ESS ou d'entreprises engagées dans une démarche RSE.

27 au 29 octobre : 10^{ème} conférence internationale de recherche en économie sociale du CIRIEC à Bordeaux

Cette 10^{ème} conférence est la suite des travaux menés par le CIRIEC International et les CIRIEC des différents pays dans lesquels il est présent. Elle constitue « une plateforme essentielle pour les universitaires, les chercheurs et les praticiens qui souhaitent explorer l'impact et les contributions de l'économie sociale et solidaire (ESS) aux grands défis contemporains. » (texte de lancement de l'appel à contribution). Elle portait pour thème central : « Le rôle de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans la transition socio-écologique ».

Cet événement, regroupant 400 participants dont 80% provenant d'autres pays que la France, a permis aux contributeurs de promouvoir leurs travaux sur et dans l'économie sociale. Ce sont plus de 50 pays qui étaient représentés par près de 500 propositions dont 200 retenues pour présenter une communication à l'occasion de ces deux jours et demi. Il a permis de consolider la reconnaissance de l'ESS comme un pilier essentiel de l'économie, aux côtés des secteurs public et privé, capable de répondre aux besoins sociaux, environnementaux et économiques de manière équilibrée. Les conclusions soulignent l'importance croissante de l'ESS dans la réponse aux défis contemporains, notamment la transition écologique et énergétique, l'innovation sociale, et la création de modèles économiques hybrides et durables.

29 au 31 octobre : GSEF à Bordeaux

Pendant trois jours, du 29 au 31 octobre, 10.800 participants (on en attendait 4.500), sont venus de 109 pays représentant 907 villes à Bordeaux pour participer au 7^e Forum mondial de l'ESS (Global Social Economy Forum : GSEF).

Ce forum se composait de :

- 7 plénières politiques réunissant des panels de personnalités politiques et des représentants de grandes institutions ou réseaux de l'ESS
- 4 plénières thématiques invitant des personnalités de premier plan à venir dialoguer de grands questionnements d'actualité, pour celles et ceux qui font vivre l'ESS.
- 169 tables rondes construites sur la base des contributions venues de tout l'écosystème de l'ESS sur les 5 continents suite à un appel à projets du Comité scientifique en juillet 2024.

Un focus particulier a été mis sur l'importance de la mobilisation des jeunes dans l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Par le biais d'événements internationaux, de plaidoyers engagés et de dynamiques continentales structurées, le GSEF met en lumière le rôle central des jeunes dans les transitions sociale, économique et environnementale.

Et surtout, une nouvelle étape a été franchie, comme elle le fut à Dakar lors du précédent GSEF, par la signature par tous les pays présents de trois déclarations importantes pour les deux ans à venir : la déclaration de Bordeaux du GSEF (<https://www.gsef-net.org/fr/bordeaux-gsef-2025-declaration>), la déclaration pour une paix durable (<https://www.gsef-net.org/fr/bordeaux-gsef-2025-sse-peace-declaration>), la déclaration internationale de la jeunesse pour l'ESS (<https://www.gsef-net.org/fr/bordeaux-gsef-2025-sse-youth-declaration>).

La prochaine édition du GSEF se déroulera à Maricá, près de Rio de Janeiro, en 2027.

Ces journées ont été riches de rencontres et de contributions diverses, permettant de montrer la force de l'ESS dans un contexte national et international qui demande de nouveaux cadres de référence. Il est regrettable que le gouvernement français ait fait le service minimum dans l'investissement d'une telle manifestation.

Protocole d'entente entre le CIRIEC International et le GSEF

L'organisation conjointe de ces deux moments forts a été l'occasion de signer un accord de partenariat entre le CIRIEC international et le GSEF (Global Social Economy Forum), renforçant ainsi la collaboration entre chercheurs, acteurs de terrain, gouvernements locaux et organisations internationales pour accélérer l'impact de l'ESS à l'échelle mondiale. Ce protocole d'entente prévoit de valoriser les travaux respectifs à travers les réseaux des deux organisations sur les cinq continents, de coorganiser des événements scientifiques et de produire ensemble des contributions académiques sur des sujets d'intérêt commun. Il contribue ainsi à accroître la visibilité internationale du CIRIEC.

Participation aux instances du CIRIEC International :

Le président, le délégué général et Catherine GRAS ont participé aux différentes instances du CIRIEC International en fonction des dates des rencontres.

Les réunions suivantes se sont tenues (en présentiel ou en visioconférence) :

- Conseil international : 30 janvier, 28 octobre
- CA CIRIEC international : 04 février, 18 juin, 15 décembre
- Fondation Edgard Milhaud : 23 juin, 17 décembre

II. Administration et fonctionnement

a. Les instances statutaires

Le CIRIEC-France s'est réuni régulièrement au cours de l'année écoulée :

- 2 réunions de Bureau : 1^{er} avril, 22 octobre
- 2 Conseils d'Administration : 14 mai, 08 décembre
- 1 Assemblée Générale : 16 juin
- 3 réunions du Conseil d'orientation : 31 janvier, 06 juin, 25 novembre

Le secrétariat de l'association est assuré par le président, le délégué général et le trésorier, assistés d'une collaboratrice mise à disposition par l'ICOSI, Isabelle CAGNARD, à raison d'une demi-journée par semaine.

b. La gouvernance

Le conseil d'administration a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 26 juin 2023 pour 3 ans. Il est renouvelable en totalité lors de l'Assemblée générale de 2026. Le nouveau conseil d'administration élira un nouveau bureau pour la même période.

Les instances actuelles sont composées de :

Bureau exécutif

Alain ARNAUD (président), Jean-Louis CABRESPINES (délégué général), Philippe BANCE (vice-président), Jérôme SADDIER (vice-président), Bertrand SOUQUET (vice-président), Yves KOTTELAT (trésorier), Sébastien BUSIRIS, Nathalie FERNANDEZ, Catherine GRAS, Gilbert DELEUIL, Nathalie REY.

Invités permanents : Marcel CABALLERO (président d'honneur), Timothée DUVERGER (président du conseil d'orientation)

Conseil d'Administration

Arnaud BREUIL, Angélique CHASSY, Béatrice CLICQ, Adelphe de TAXIS du POËT, Luc DE SEIGNEURENS, Serge FEUGA, Maryline FILIPPI, Vincent PASCAL en remplacement de Vincent LE POITTEVIN, Thierry MIGNAUW, Katell THORR en remplacement d'Isabelle RONDOT en cours de mandat.

Invités permanents : Marcel CABALLERO (président d'honneur), Timothée DUVERGER (président du conseil d'orientation)

Conseil d'orientation

La composition du conseil d'orientation n'a pas connu de changement. Il comprend des chercheurs, des universitaires, des praticiens de l'économie publique et de l'économie sociale, des membres du CIRIEC-France. Il a pour vocation d'éclairer le conseil d'administration sur des travaux à mener dans le cadre des orientations et des missions du CIRIEC-France.

Il est composé de : Timothée DUVERGER, président du CO, Michel ABHERVE, Alain ARNAUD, Philippe BANCE, Pierre BAUBY, Eric BIDE, Daniel BUNA, Jean-Louis CABRESPINES, Angélique CHASSY, Jean-Marie FESSLER, Maryline FILIPPI, Catherine GRAS, Alexandrine LAPOUTTE, Nicolas LEBLANC, Jean-Philippe MILESY, Michel PAPAUD, Thomas PERROUD, Claire RANCHON, Nathalie REY, Nadine RICHEZ-BATTESTI, Frédéric TIBERGHEN.

c. Membres de l'association et partenariats

A fin 2025, l'association compte 105 membres dont 19 organisations et 86 membres individuels à jour de leur cotisation.

En outre, des conventions ont été passées ou renouvelées avec six organisations :

- MGEN convention renouvelée le 7 février 2024 (échéance fin 2026)
- AEMA convention signée le 16 janvier 2024 (échéance fin 2026)
- UPCOOP convention signée le 17 juin 2025 (échéance fin 2027)
- SNCF convention signée le 23 septembre 2023 (échéance septembre 2026)
- Confédération FO convention signée le 23 avril 2024 (échéance fin 2024)
- OCIRP convention signée le 12 mai 2025 (échéance fin 2027)

d. La relation avec d'autres institutions

Il est important, pour le CIRIEC-France, de développer des relations avec d'autres organisations proches et avec lesquelles nous pouvons mener des activités communes. Dans ce cadre, nous avons poursuivi, en 2025, les travaux engagés avec deux partenaires :

- Le LABO de l'ESS

Suite à plusieurs rencontres, nous avons convenu de rédiger une convention qui permet de contribuer réciproquement à des travaux et à des réflexions dans des domaines d'intervention proches. Cette convention permet qu'un représentant de chaque association participe aux travaux de l'autre. Ainsi, Florian LABOULAIS participe au conseil d'orientation du CIRIEC-France au titre du LABO de l'ESS et Jean-Louis CABRESPINES participe au conseil d'orientation du LABO de l'ESS au titre du CIRIEC-France.

- L'Institut Montparnasse

Cet Institut, après avoir mené des travaux reconnus, a été dissous à la demande de la MGEN, lors de l'Assemblée générale dissolutive du 16 décembre 2025. Auparavant, le CIRIEC-France représenté par Jean-Louis Cabrespines était membre du conseil d'administration et Bertrand Souquet siégeait au sein du conseil d'administration du CIRIEC en tant que président de l'Institut Montparnasse. Outre notre participation aux instances de cet institut, nous étions engagés dans les travaux menés par celui-ci sur l'éducation populaire.

e. Les moyens de communication

Les outils de communication demandent une mise à jour constante afin de diffuser des informations liées à notre activité et à l'évolution de nos travaux comme de ceux de nos membres.

Les outils de communication du CIRIEC-France sont constitués :

- De supports électroniques :
 - o Le site internet du CIRIEC-France a été revu et est aujourd'hui consultable sur <https://ciriec-france.fr/>. Il est plus ergonomique et nous permet de diffuser plus rapidement les informations.
 - o une base de données électroniques logée chez Event Manager qui comporte à ce jour 2294 contacts, dont 247 universitaires identifiés ;
 - o Un compte Twitter ;
 - o Une chaîne video YouTube ;

- De supports papiers :
 - o La Lettre mensuelle diffusée par voie électronique mais téléchargeable
 - o Les diverses fiches synthétiques
 - o Les ouvrages de la collection « économie collective et territoires »
 - o Les ouvrages collectifs publiés aux Presses universitaires de Rouen et du Havre
 - o Les entretiens et débats.

PERSPECTIVES

Le CIRIEC France, tout comme le CIRIEC international et les autres CIRIEC de par le monde, sont soumis aux aléas des politiques nationales et internationales.

Et pourtant, la place qu'occupe le CIRIEC pour la défense de l'économie collective, les partenariats qu'il convient de tisser pour participer à la prise en compte d'une autre économie que l'économie libérale, le lieu de rencontre que représente notre organisation, sont autant de raisons de poursuivre et de développer notre engagement. Les travaux menés par le CIRIEC-France ont permis de participer à des recherches académiques, mais aussi à des propositions pour l'économie collective, grâce à l'engagement des chercheurs, des universitaires, des acteurs de l'ESS et de l'économie publique, mais aussi par l'investissement de certains membres sur des questions plus larges interrogeant l'évolution de notre société (en particulier autour des « Lumières » ou de la place de l'État).

Ces travaux donnent souvent lieu à des échanges avec des structures et organisations coopératives, mutualistes, associatives et des entreprises nationales, avec l'objectif de formuler des propositions pour la défense de l'intérêt collectif et créer ainsi une autre manière d'entreprendre pour le développement territorial. Ces partenariats se traduisent souvent par la signature de conventions, avec des acteurs de l'économie publique et de l'économie sociale, qui permettent de s'acculturer réciproquement et de mener des actions communes. Pour l'année 2025, nous avons engagé ce partenariat avec Le LABO de l'ESS. En 2026, un projet de convention est prévu avec EUROPA ONG. Nous poursuivrons notre engagement au sein du CIRIEC International.

Les projets pour cette année 2026 vont dans le sens d'un ancrage toujours plus fort dans ce qui constitue notre ADN : « assurer et de promouvoir la collecte d'informations, la recherche scientifique et la publication de travaux relatifs aux secteurs économiques et aux activités orientés vers le service de l'intérêt général et collectif ». Ainsi, nous organiserons une journée d'études à partir des travaux de Thierry Pauchant sur Adam Smith et Condorcet, une journée de

réflexion avec le CIRIEC international et le CIRIEC Autriche sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les services publics, une conférence pour la sortie de l'ouvrage édité par Galilée.sp et le CIRIEC-France ayant pour titre « Rallumons les Lumières », un groupe de travail sur le genre dans l'ESS,

Nous continuerons notre parution d'ouvrages en lien avec nos orientations : Politique de l'enfance, Éducation économique et financière, Bénévolat.

Nous poursuivrons notre engagement lors des Journées de l'Économie Autrement par l'organisation d'une table ronde sur les politiques de l'enfance et nous participerons au Congrès du CIRIEC international à Montréal portant sur le thème « Prendre soin du monde : la contribution essentielle de l'économie sociale et des entreprises publiques ». Enfin, les travaux que nous avons engagés sur « les Coopératives de service public » seront repris dans le cadre d'un groupe de travail international.

CONCLUSION

Malgré un contexte socio-politique difficile, voire délétère, le CIRIEC-France a rempli en 2025 les objectifs qu'il s'était fixés, en engageant de nouvelles pistes de travail proposées par le conseil d'orientation et validées par le conseil d'administration. De nouveaux partenariats ont été noués, permettant d'enrichir la réflexion sur les modèles d'économie politique qu'il est nécessaire aujourd'hui de développer pour plus d'égalité, de solidarité et de démocratie, dans un monde en transition, certains disent en bascule, mais pas forcément dans le bon sens, loin de là. Il convient de remercier toutes les organisations et tous les membres individuels qui soutiennent le CIRIEC-France, et de ce fait lui permettent de poursuivre son ambition de se positionner avec le CIRIEC-International comme un acteur spécifique de la recherche sur l'économie d'intérêt collectif et sur la gestion du bien commun, sans opposer économie sociale, action publique et politiques publiques dans leurs déclinaisons nationale et territoriale, mais au contraire en travaillant sur les complémentarités et les synergies entre ces domaines, au meilleur bénéfice de l'intérêt général. C'est le sens du fil rouge qui guide depuis son origine les travaux du CIRIEC.

